



15 octobre 2020

(20-7091)

Page: 1/6

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

**RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIVITÉS DU CENTRE DU
COMMERCE INTERNATIONAL (ITC) DANS LE DOMAINE SPS
(1^{er} MARS-1^{er} OCTOBRE 2020)**

COMMUNICATION DE L'ITC

La communication ci-après, reçue le 14 octobre 2020, est distribuée à la demande de l'ITC.

Le Centre du commerce international (ITC) poursuit ses efforts pour aider les entreprises à respecter les prescriptions techniques. Des renseignements actualisés sur certaines activités liées aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) qui présentent un intérêt pour les Membres de l'OMC sont communiqués ci-après.

1 PROJETS

**1.1 Programme UE-CAE d'amélioration de l'accès aux marchés (MARKUP)
(juillet 2018-juillet 2022/donateur: Union européenne)**

1.1. Ce projet, financé par l'UE, vise à contribuer au développement économique de la région de la CAE (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda et Tanzanie) et a pour objectif spécifique d'améliorer l'accès aux marchés de l'Union européenne et des cinq partenaires de la CAE des cultures agro-industrielles et horticoles. Les produits sélectionnés sont l'avocat, le cacao, le café, les épices et le thé.

1.2. Mise en œuvre des normes de certification Global GAP par les producteurs d'avocats au Kenya et en Tanzanie (juin 2019-décembre 2020: 9 groupes de producteurs tanzaniens (représentant un total de 446 agriculteurs), qui reçoivent une aide pour la mise en œuvre des normes Global GAP en vue de l'obtention d'une certification, ont fait l'objet d'une vérification de la certification par une tierce partie. On attend les résultats.

1.3. Huit groupes de producteurs kényans reçoivent actuellement une aide pour la mise en œuvre des normes en question. Les formations sont maintenant terminées. Il a été développé des systèmes de gestion de la qualité et élaboré des manuels de qualité. Des analyses du sol, de l'eau, du fumier et des produits sont en cours. Les activités à venir comprennent une vérification interne et des actions correctives en cas de non-conformité suivies d'une vérification extérieure en vue de l'obtention d'une certification.

1.4. Une traduction en swahili de la norme Global GAP applicable au secteur est désormais publiée et disponible sur le site Web de Global G.A.P.

1.5. Un atelier de cinq jours sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires à l'intention des Champions de la qualité a été mené à bien au Burundi.

**1.2 Ouzbékistan – Faciliter le processus d'accession à l'OMC
(21 février 2020-20 février 2025/donateur: Union européenne)**

1.6. Le projet soutient les plans de développement de l'Ouzbékistan visant à moderniser son économie en tirant profit du processus d'accession à l'OMC. L'objectif général de cette mesure est de contribuer au développement économique de l'Ouzbékistan en aidant le pays à instaurer un

environnement commercial qui est conforme aux normes internationales, y compris les lois et règlements prévisibles et exécutoires. L'objectif spécifique est d'instaurer un environnement commercial qui est conforme aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

1.7. Une cartographie des institutions responsables des mesures SPS et une évaluation de leurs besoins ont été réalisées à distance par le biais d'une enquête électronique et validées par des échanges par vidéoconférence. Des activités visant à renforcer les institutions responsables des mesures SPS sont actuellement conçues, à commencer par le soutien à l'Inspection publique de la quarantaine phytosanitaire dans l'examen de la législation en matière de préservation des végétaux et la formation pour la mise en place d'un système d'analyse du risque phytosanitaire.

1.3 Côte D'Ivoire: Programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni (juin 2019-mars 2022/donateur: Royaume-Uni)

1.8. Le programme de partenariats commerciaux du Royaume-Uni vise à faire en sorte que les pays maximisent les avantages des accords de partenariat économique (APE) et, en particulier, maximisent les échanges avec le Royaume-Uni dans le cadre des APE existants de l'UE ou des APE propres au Royaume-Uni qui ont été négociés après le Brexit. Les exportateurs des pays signataires d'un APE ne tirent pas pleinement parti des possibilités d'exportation offertes par les accords de partenariat économique de l'UE pour un certain nombre de raisons, y compris la méconnaissance et les écarts de compétitivité sur les marchés du Royaume-Uni/de l'UE dans des domaines tels que la qualité.

1.9. En Côte d'Ivoire, le projet vise à renforcer la capacité d'exportation des entreprises/produits visés vers les marchés du Royaume-Uni/de l'Union européenne. Les produits du secteur agroalimentaire – tant frais que transformés – font partie de certaines priorités. L'ITC a entrepris la première phase de son soutien aux PME en vue de renforcer les connaissances d'au plus 30 producteurs de produits frais (par exemple bananes, ananas) en matière de bonnes pratiques agricoles, en se concentrant sur les prescriptions des normes de certification Global G.A.P. Un certain nombre d'entreprises pilotes seront encadrées pour mettre en œuvre ces normes.

1.4 Programme d'amélioration de l'accès aux marchés pour le Burundi (MARKUP) (juillet 2018-juin 2022/donateur: Union européenne)

1.10. Ce projet vise à améliorer les services relatifs à l'infrastructure qualité en accordant une attention particulière aux secteurs du café et du thé. Les laboratoires d'essais qui effectuent des essais (physico-chimiques, chimiques, microbiologiques) sont en train d'être renforcés pour ce qui est de l'équipement et de la formation des techniciens. Les PME des secteurs du thé et du café reçoivent un soutien pour mettre en œuvre des systèmes de sécurité sanitaire des produits alimentaires (HACCP/ISO 22000) et quelques-unes pour se conformer aux prescriptions relatives aux forêts tropicales humides.

1.11. Les inspecteurs des autorités compétentes dans le domaine SPS ont reçu une formation sur les prescriptions de la norme ISO/CEI 17020 et sont maintenant encadrés pour mettre en œuvre leurs systèmes de gestion conformément à cette norme.

1.12. Le projet fournit aussi une assistance technique au secteur du café du pays afin de réduire l'incidence du défaut du goût de pomme de terre. Conformément à la stratégie régionale de la CAE sur la question des aflatoxines, une stratégie nationale est en cours d'élaboration pour le Burundi en ce qui concerne les mesures à prendre à l'égard de cet organisme présent dans les produits locaux.

1.5 Pakistan: Croissance en faveur du développement rural et du progrès durable (juin 2019-décembre 2024/donateur: Union européenne)

1.13. L'ITC met en œuvre le projet "Croissance en faveur du développement rural et du progrès durable" (GRASP), financé par l'UE, qui vise à contribuer à réduire la pauvreté par le développement des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) rurales dans certains districts situés dans deux provinces du Pakistan: le Balochistan et le Sind. Le GRASP se concentrera sur certaines lignes de produits de l'élevage et de l'horticulture.

1.14. Dans le cadre de ce projet, l'ITC apporte un soutien pour renforcer les autorités compétentes dans le domaine SPS dans les deux provinces, qui comprennent les autorités chargées de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et les départements qui s'occupent de la préservation des végétaux et de la santé des animaux. Le projet apportera aussi aux MPME un soutien pour améliorer la qualité et la sécurité sanitaire de leurs produits.

1.6 Assistance liée au commerce pour le Myanmar (ARISE Plus – Myanmar) (juillet 2019-juin 2023/donateur: Union européenne)

1.15. Le projet ARISE Plus vise à établir une croissance inclusive et durable du commerce au Myanmar en fournissant un soutien aux MPME dans certaines chaînes de valeur (volet 1), en améliorant la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la conformité aux mesures SPS (volet 2 – visant le thé, le café, le miel et les produits horticoles) et en élaborant et mettant en œuvre des politiques commerciales (volet 3). Dans le cadre du volet 2, un certain nombre d'activités ont été menées à bien. Deux évaluations des lacunes des laboratoires de microbiologie assorties d'une feuille de route pour l'obtention de l'accréditation de la norme ISO 17025; un Webinaire sur la norme ISO 17025 destiné à plus de 50 membres du personnel de laboratoire. Un soutien a été accordé pour fournir à 100 inspecteurs de la Division phytosanitaire des équipements de protection individuelle (EPI) afin d'assurer leur sécurité et la continuité des fonctions d'inspection pendant la pandémie de COVID-19; des entreprises du secteur alimentaire ont participé à des sessions virtuelles sur les prescriptions en matière de biosécurité; des affiches et des brochures ont été remises aux institutions pour la prévention de la COVID-19 dans le secteur alimentaire. Plus de 130 participants ont participé aux Webinaires sur le Codex Alimentarius organisés par le Centre d'excellence dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture (Food and Agriculture Centre of Excellence) (FACE) de la Confédération de l'industrie indienne (Confederation of Indian Industry) (CII). La Journée internationale de la sécurité des aliments a été célébrée et était visible sur les réseaux sociaux. Le Myanmar peut désormais exporter du miel vers l'Union européenne, conformément à une décision de la Commission européenne rendue le 29 juillet 2020 à la suite de l'approbation du plan national de surveillance des résidus. Les autorités compétentes, l'association sectorielle et les industries de transformation sont soutenues par une formation en ligne visant l'établissement de mesures de contrôle et un système de gestion du patrimoine apicole et la mise en œuvre des normes HACCP. La page Facebook du projet se trouve à l'adresse suivante: <https://www.facebook.com/ArisePlusMyanmar>.

1.16. Le projet ARISE Plus, avec son volet consacré aux mesures SPS, crée des synergies avec ARISE+Regional, et d'autres projets en cours de l'ITC, par le biais de leurs volets connexes consacrés à la qualité et aux mesures SPS (par exemple, développement du tourisme inclusif dans l'État de Kayah (consolidation) et la région de Tanintharyi (extension) (NTF IV), financé par le Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas; projet de commerce et d'investissement du Myanmar financé par le DFID; Myanmar: amélioration de l'offre de produits horticoles et du tourisme responsable pour développer des liens commerciaux, Groupe des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives – financé par le Fonds d'affectation spéciale du Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse (SECO)).

1.7 Tadjikistan: assurer l'accès aux marchés pour les produits agricoles au moyen d'un système amélioré de sécurité sanitaire des produits alimentaires (mars 2018-février 2021/STDF-PG-447 mis en œuvre par l'ITC en collaboration avec la FAO en particulier pour le résultat 1 en ce qui concerne le système de contrôle réglementaire)

1.17. Ce projet vise à améliorer la compétitivité à l'exportation des petites et moyennes entreprises tadjikes et la sécurité sanitaire des produits alimentaires grâce à une meilleure utilisation des produits agrochimiques et des médicaments vétérinaires, en particulier dans les secteurs de l'abricot et du miel. Il contribue à améliorer l'accès aux marchés pour les produits à forte valeur ajoutée des producteurs et des transformateurs tadjiks du secteur agroalimentaire et à élever le niveau de sécurité sanitaire des produits alimentaires tadjiks en réduisant le risque de contamination et en améliorant les systèmes de contrôle et de suivi des produits agrochimiques et des médicaments vétérinaires.

1.18. Un groupe de 17 experts tadjiks du miel et de l'abricot déjà formés a commencé en mars/avril 2020 à dispenser aux agriculteurs et aux producteurs une formation sur les bonnes pratiques agricoles (BPA), la gestion intégrée des organismes nuisibles, les bonnes pratiques

d'hygiène (BPH), les prescriptions régissant l'accès au marché de l'UE et les techniques de récolte et de post-récolte. La première série de formations a été interrompue en raison des restrictions imposées par la COVID-19 et a repris en septembre/octobre 2020 avec une série de formations dispensées dans les districts de Snagvor, Rasht et Laksh pour 64 participants (9 femmes) avec une application rigoureuse des mesures de précaution (port de masques, fourniture de désinfectants pour les mains et respect de la distanciation sociale).

1.19. La FAO a tenu deux réunions virtuelles sur le système de contrôle réglementaire, auxquelles ont participé des consultants internationaux tandis que le personnel local s'est réuni à l'hôtel. En mars 2020, le projet a aidé le Tadjikistan à présenter le premier plan national de surveillance des résidus, qui est une condition préalable à l'accès au marché de l'UE pour le miel, avant le 31 mars, dans le cadre d'un certain nombre de réunions virtuelles avec le personnel de l'ITC et des experts internationaux. Deux mille dix-neuf échantillons de miel n'ont pas pu être prélevés, en raison des restrictions de voyage liées à la COVID-19, pour appuyer le plan national de surveillance des résidus. Des synergies avec le Myanmar dans le secteur du miel ont été créées.

1.20. Le projet a lancé l'élaboration d'une stratégie en matière d'information, d'éducation et de communication (IEC) et d'un plan de mise en œuvre. Le plan comprend la sensibilisation et le matériel de sensibilisation aux bonnes pratiques pour l'utilisation des produits agrochimiques et des médicaments vétérinaires.

1.8 SYMST: Mécanisme systématique pour un commerce plus sûr (volet concernant la République démocratique populaire lao et le Viet Nam) (décembre 2018-octobre 2022/donateur: Union européenne)

1.21. L'objectif global du projet est d'améliorer la sécurité sanitaire des produits alimentaires au moyen d'une meilleure gouvernance en République démocratique populaire lao et au Viet Nam. Le projet vise à renforcer le cadre réglementaire relatif au contrôle phytosanitaire et au contrôle des pesticides dans le secteur des fruits et légumes et en ce qui concerne d'autres produits végétaux au moyen de l'application de règles et de normes, et à améliorer l'accès aux marchés.

1.22. En République démocratique populaire lao, trois missions sur le terrain ont été menées de mars à août 2020 dans les régions visées pour le lancement du projet et l'entrée en activité des bureaux, la sélection des bénéficiaires et la planification des activités et des essais sur le terrain (à Luang Namtha pour soutenir la pastèque destinée à l'exportation vers la Chine; à Vientiane pour l'exportation de riz vers l'Union européenne et à Pakxe pour l'exportation de chili et de basilic vers l'Union européenne). Le projet apporte un soutien au laboratoire de pesticides en ce qui concerne l'utilisation d'une machine CL-MS/MS pour mesurer les limites maximales de résidus (LMR); une formation sur les règlements de l'UE relatifs à l'importation des produits visés par le projet; l'établissement du manuel des règlements de l'UE, la préservation des végétaux et la campagne de sensibilisation aux pesticides.

1.23. Le Viet Nam a été inclus comme deuxième bénéficiaire du projet en mai 2020. Le Département de protection des végétaux est le point focal du projet. Une série de réunions en ligne ont été menées entre l'ITC, la DUE au Viet Nam et la division phytosanitaire afin d'élaborer une proposition de plan d'action pour le projet. La sélection des experts nationaux et internationaux est en cours. Une liste préliminaire de produits à viser dans le cadre du projet comprend la mangue, les fruits du dragon, les agrumes et le poivre noir destinés à l'exportation vers l'Union européenne. Les synergies avec une meilleure formation pour des denrées alimentaires plus sûres (BTSF) et ARISE Plus Vietnam ont été examinées dans le cadre de réunions en ligne.

1.9 Projet ARISE Plus Lao (2012-2023/donateur: Union européenne)

1.24. Une équipe de futurs champions de la qualité a été identifiée et mise sur pied. Ces champions de la qualité apporteront un soutien aux PME laotiennes en tant que formateurs et mentors dans le domaine de la gestion de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Ils seront formés et qualifiés au cours des 15 prochains mois.

1.25. Les recommandations visant à renforcer les services d'évaluation de la conformité ont été validées par les parties prenantes dans le cadre de plus de 10 réunions en ligne; la mise en œuvre des recommandations est prévue dans les domaines SPS tels que l'assistance pour renforcer les

laboratoires de pesticides et la formation des inspecteurs du Département des produits alimentaires et des médicaments sur l'HACCP.

2 MESURES LIÉES À LA COVID-19

2.1. L'ITC a lancé un certain nombre d'initiatives visant à surveiller l'incidence de la pandémie mondiale de COVID-19 sur les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et à fournir une assistance adaptée à leurs besoins en ces temps difficiles (<https://www.intracen.org/covid19/>).

- Plan d'action de l'ITC: Soutenir les petites entreprises pendant la crise liée à la COVID-19 et pour l'avenir – Un plan d'action en 15 points pour les économies ouvertes (<https://www.intracen.org/covid19/15-Points-Action-Plan/>).
- Magazine de l'ITC Forum du commerce (<http://www.tradeforum.org/tradeforum.aspx>): le numéro 3 est maintenant sorti et il porte sur les petites entreprises et les micro-entrepreneurs établis dans les pays les moins avancés et les petits pays insulaires, groupe particulièrement touché par la pandémie de COVID-19.
- La dimension COVID-19 a été incluse dans les activités de formation et de sensibilisation en cours et prévues, dispensées hors site par le biais de vidéoconférences et de Webinaires, avec le soutien de consultants et d'institutions locaux.
- Fourniture de renseignements pertinents sur les normes relatives aux équipements de protection individuelle, qui ont été mis à disposition (par l'ISO et l'AFNOR) et aidaient les bénéficiaires à mettre en œuvre des systèmes de gestion de la qualité pour la production de désinfectants, de masques et de blouses d'hôpital.
- Des affiches et du matériel de sensibilisation ont été élaborés et diffusés parmi les partenaires et les bénéficiaires du projet, y compris sur la prévention de la COVID-19 pour le secteur de l'alimentation. Un ensemble de vidéos d'animation en ligne est aussi en cours de production en Guinée pour diffusion. Des guides de sécurité concernant la COVID-19 pour les visites communautaires, y compris pour les fournisseurs de services d'alimentation communautaires (au Myanmar, dans le cadre d'une initiative conjointe de l'ITC au titre des projets NTF IV et One UN SECO).
- Un Webinaire conjoint ISO/ITC sur la COVID-19 et la sécurité sanitaire des produits alimentaires, 15 juin 2020 – comment les PME de l'industrie alimentaire peuvent tirer parti des normes ISO pour surmonter les difficultés et réussir dans la nouvelle normalité (plus de 1 000 personnes inscrites et plus de 600 ont participé au Webinaire (https://zoom.us/rec/share/1ZJ4C7jR1EhOf43ctHHud4A4HqC8T6a80Ckc_voExITSAPY_Sqt3ti6IIRJdYhcl – Mot de passe pour l'accès: 5d.#A3*.)).
- Amélioration de l'accès aux Webinaires organisés par d'autres institutions, par exemple plus de 130 participants du Myanmar ont participé aux Webinaires sur le Codex Alimentarius organisés par la Confédération de l'industrie indienne – Excellence dans l'alimentation et l'agriculture (CII-FACE).
- Cartographie des institutions liées au domaine SPS et évaluation de leurs besoins réalisées à distance en Ouzbékistan par le biais d'une enquête électronique et validées par des échanges par vidéoconférence.
- Fourniture d'équipements de protection individuelle aux inspecteurs phytosanitaires pour assurer leur sécurité et la continuité des fonctions d'inspection (c'est-à-dire au Myanmar dans le cadre du projet ARISE Plus).
- Évaluations des lacunes des laboratoires de microbiologie assorties de l'élaboration d'une feuille de route pour l'obtention de l'accréditation de la norme ISO 17025 par le biais d'un questionnaire, d'appels vidéo et d'un Webinaire sur la norme ISO 17025 à l'intention de plus de 50 membres du personnel de laboratoire (au Myanmar dans le cadre du projet ARISE +).
- Soutien international hors site avec des consultants nationaux (appels vidéo, Webinaires) pour élaborer et présenter à l'Union européenne un Plan national de surveillance des résidus (c'est-à-dire que la DG SANTE a approuvé le Myanmar pour l'exportation de miel vers l'Union européenne). Soutien au secteur du miel apporté aux autorités compétentes, à l'association sectorielle et aux transformateurs par le biais d'une formation en ligne pour l'établissement de mesures de contrôle et d'un système de gestion du patrimoine apicole et la mise en œuvre des normes HACCP.

Pour de plus amples renseignements, prière de contacter:

Ludovica Ghizzoni, Conseillère en gestion de la qualité à l'exportation, ITC

Téléphone: +41 22 730 06 38

Fax: +41 22 730 05 76

Adresse électronique: ghizzoni@intracen.org

Khemraj Ramful, Conseiller principal en gestion de la qualité à l'exportation, ITC

Téléphone: +41 22 730 04 87

Fax: +41 22 730 05 76

Adresse électronique: ramful@intracen.org

PROGRAMME DE GESTION DE LA QUALITÉ À L'EXPORTATION DE L'ITC

Site Web: <http://www.intracen.org/eqm>

Twitter: <http://www.twitter.com/ITCstandards>
